



S'ENGAGER POUR CHACUN
AGIR POUR TOUS



Conseil d'Administration du 24 février 2016

Outre les points budgétaires (cf. communiqué ci-dessous), l'ordre du jour portait sur **deux points importants** :

- **Programme d'activité de l'année 2016.** L'ensemble des membres du CA a salué :
 - le travail des agents qui ont contribué à la réalisation de ce document ;
 - les nettes améliorations par rapport à l'année 2015, malgré des réserves ou des souhaits d'amélioration, variables selon les intervenants ;
 - **Il est donc approuvé à la majorité, dont Cfdt-UNSA (2)**
 - CGT a voté Contre (2) et FO Abstention (1).
- **Stratégie d'implantation territoriale et immobilière** : ce point était inscrit pour **DÉBAT**, mais il n'a même pas duré 30 mn, présentation du DG incluse ! Il a souligné les quelques modifications apportées, dont l'étude de variantes pour les sites de Metz et St Médard/Bordeaux. Il informe que les délais, tant de France Domaine que pour la réalisation des études complémentaires, ne rendront pas possibles la finalisation du SPSI avant la fin 2016. Il souhaite cependant que le CA se prononce sur les grands principes de la stratégie et notamment sur les fermetures de sites, clairement affichées dans la V0. Objectif : avant l'été.
 - Les représentants de l'**État n'ont rien dit**. Désintéressé ? "Loyauté silencieuse" vis-à-vis du SG des ministères, F.Rol-Tanguy et du DG, B.Larroutou ?
 - Les représentants des **Collectivités ont brillé par leur absence**, aux deux sens du terme !
 - Les agents de **Montpellier** nous avaient demandé de distribuer le document joint. **Le SG des ministères** a paru "sensible" à l'argument d'une présence forte du Cerema sur la nouvelle grande région Languedoc-Roussillon/Midi-Pyrénées, sur laquelle son rapport Berteaud imaginait même une 9° DTer !
 - Pour le site du **Bourget** (NB : commune d'accueil de la COP21, tout un symbole !), nous avons argumenté qu'il est : au seuil de 50 agents, une propriété domaniale à 4 stations de RER du centre de Paris (aussi accessible que le siège à Bron), en capacité d'héberger le siège de la DTer IdF et une future antenne parisienne du Siège Bronien. **Pourquoi donc le fermer ?** Le SG des ministères, F.Rol-Tanguy, a rappelé qu'il fut directeur du CETE IdF et que cette décision de fermeture est ancienne et incontournable...
 - Une fois de plus, le **DG** n'a pas apporté de réponse concrète aux questions de notre déclaration sur :
 - la consultation du **Conseil Stratégique** sur cette Stratégie d'implantation territoriale et immobilière
 - NB : 22 membres, 11 représentants des Collectivités et 11 de l'État
 - la création des **Comités d'orientation territoriaux** par le CA
 - NB : ils devaient comprendre des représentants du personnel

La **Cfdt** continuera d'agir pour :

- que le **CA du Cerema ne soit pas qu'une chambre d'enregistrement** des contraintes de Bercy et du SG des Ministères, mises en forme par un DG, qui fait ce qu'il peut avec ce qu'il a ;
- que les représentants des **collectivités et le Président** assurent pleinement leur place dans la gouvernance ;
- que leur absence ou mutisme ne transforment pas le **DG en P-DG** ;
- que les **représentants du personnel** ne soient pas considérés comme des "empêcheurs d'administrer en rond", mais **écoutés et entendus, car ils portent la voix des agents qui veulent un Cerema qui réussisse !**

Vos représentants au Conseil d'Administration

Martine MEUNIER-CHABERT	ITPE	DTec TV
Patrick FOURMIGUE	ITPE	DTer MED
Catherine RATSIVALAKA	IAM	DTec EMF

Cfdt: S'ENGAGER POUR CHACUN, AGIR POUR TOUS

Le 26/02/2016 17:29, CEREMA / Intersyndicale CFDT-CGT-FO-UNSA a écrit :

COMMUNIQUÉ **des représentants du personnel au Conseil d'Administration** suite à la séance du 24/2/2016

Lors du conseil d'administration de novembre 2015, les cinq représentants du personnel et une personnalité qualifiée avaient voté CONTRE le budget initial 2016, à cause de la très forte baisse de la subvention, qui mettait en danger l'établissement. Les six autres administrateurs présents avaient voté POUR. Le budget n'avait donc été adopté qu'à cause de la voix prépondérante du président Gaël Perdriau.

Ce 24 février, le conseil d'administration devait se prononcer sur une nouvelle réduction d'environ 800 000 € de la subvention de l'État, aggravant encore le budget adopté en novembre.

Les représentants du personnel ont réagi et envoyé un message fort à tous les membres du CA et aux Ministères, en décidant à l'unanimité de quitter la séance au moment d'aborder les points budgétaires.

Faute de quorum, le projet de diminution du budget 2016 n'a pu être adopté.

Vos représentants au Conseil d'Administration : Didier BATON - CGT ; Cécile BLASSENAC - FO ; Patrick FOURMIGUE - CFDT ; Philippe GARCIA - CGT ; Sylvain GUERRINI - FO ; Pascal LEBRETON - UNSA ; Isabelle LIENARD - CGT ; Martine MEUNIER-CHABERT - CFDT ; Loïc PEDELUCQ - CGT ; Catherine RATSIVALAKA - CFDT.

